

La France et l'Europe face à l'islamisme : un défi intellectuel majeur.

Jean-Valère Baldacchino
Président du GRAC
15 février 2019

Introduction

Le XXI^e siècle est un siècle de grands défis : réchauffement climatique, pollution, immigration incontrôlée, désertification... Pour la France et l'Europe l'un d'entre eux se nomme « islamisme ».

Même étant au cœur des actualités cet extrémisme reste mal connu. Qu'est-il ? Que concerne-t-il ? Quels en sont les acteurs ? Les vecteurs ? D'où vient-il ? Quelles sont ses conséquences ?

L'islamisme paraît peu aisé à définir, ses contours restent flous : différents courants, différentes appellations, différents modes opératoires...

Bien que peu clairement saisissable dans son ensemble, rien ne l'empêche de faire peser sur nos sociétés une menace majeure et constante.

Pour le combattre, la lutte militaire et policière est certes nécessaire mais semble incomplète. En effet, les actions sont nombreuses (en ce qui concerne la France, on peut citer notamment les opérations extérieures dont « Barkhane » dans la bande sahélo-saharienne, ou les opérations menées par les services de renseignement comme la Direction générale de la sécurité extérieure et la Direction générale de la sécurité intérieure), elles durent depuis plusieurs années, mais le péril islamiste persiste voire s'accroît. En complément de ce volet sécuritaire un volet intellectuel est à mettre en œuvre.

Le professeur Suwaidi, auteur d'un livre de référence sur l'islamisme, *Le Mirage* (2015), rappelle l'importance d'un tel combat (en l'occurrence, par rapport à son champ d'étude, à savoir le monde arabe – mais la situation peut se généraliser et s'appliquer à l'Europe) : « la lutte contre les groupes et les organisations auxquels font face actuellement de nombreux pays arabes ne se limite pas à la sphère des opérations militaires et sécuritaires. Elle est aussi une guerre prolongée de nature essentiellement intellectuelle qui exige une planification à long terme, non moins importante – voire même peut-être plus importante que la planification dans les domaines militaires et sécuritaires. »

Pour solutionner l'islamisme, savoir comment l'affronter, il est notamment nécessaire d'en saisir la mécanique : son organisation, sa pensée, ses acteurs... Hakim El Karoui, qui a dirigé le rapport intitulé *La fabrique de l'islamisme* (Institut Montaigne, septembre 2018), rappelle que : « C'est en comprenant les rouages de la machine islamiste que nous pourrions apporter une réponse au défi qui nous est adressé. »

Le combat intellectuel est un complément indispensable à l'action répressive : agir sans connaître la pensée (et ses corollaires) de l'ennemi équivaut à vouloir arriver à un endroit sans savoir précisément où il se situe et comment l'atteindre. L'efficacité de l'action s'en trouve donc particulièrement restreinte.

L'objectif pour la France et l'Europe est de réduire l'influence de l'islamisme, de travailler à développer l'islam dit « pur », fondé sur la tolérance, la raison, la méditation ; d'encourager aussi, si nécessaire, une évolution de l'islam pour le rendre compatible avec les sociétés occidentales.

I – À la recherche d'une définition de l'islamisme

L'islamisme est une doctrine comme le signifie le suffixe « -isme », au même titre que le « christianisme », le « capitalisme », le « socialisme » ou tout autre courant religieux ou de pensée. Il s'agit donc de la « doctrine de l'islam ». Il a pour objectif la fondation d'une société régie par la religion, et qui plus est, une religion interprétée littéralement et manipulée à des fins de pouvoir or, met en garde le professeur Suwaidi dans *Le Mirage* : « La religion n'a aucun rapport avec les partis politiques. Ceux qui utilisent cette carte représentent eux-mêmes et non la religion. » Les valeurs prônées sont contraires au respect de la dignité humaine : inégalité hommes-femmes, lapidation, appels à la mise à mort, communautarisme et rejet de la différence...

Ceci étant dit définir l'islamisme n'est pas si aisé. Le terme renvoie à une réalité peu unie, diverse, complexe, comprenant plusieurs courants et manières d'agir...

L'islamisme désigne ainsi (ou du moins est employé pour désigner, peut-être à tort), entre autres, aussi bien les fondamentalistes musulmans, que les extrémistes musulmans, les wahhabites, les sourouristes, les fréristes ou encore les djihadistes.

Il s'agirait en effet d'un « concept élastique » (Thomas DELTOMBE), peut-être même « fourre-tout ».

C'est ainsi qu'il s'avérerait préférable d'employer le pluriel pour parler de l'islamisme (« les islamismes ») comme le suggère Hahkim El Karoui (*La fabrique de l'islamisme*). Néanmoins il ne semble pas gênant d'user du concept large d'« islamisme » au singulier puisque, de fait, il est englobant. Ce qui peut lui être reproché paraît, du moins pour notre propos, un avantage.

Toutefois, il serait possible d'unifier les divers courants en y trouvant un caractère commun fort. Il s'agirait du lien que chacun d'entre eux fait entre la religion et la politique, ainsi que la volonté de travailler à l'avènement d'une société régie par des règles issues d'une approche biaisée de l'islam. Il en ressort une religion intolérante, communautariste et agressive.

II – Les origines de l'islamisme

L'islamisme trouve principalement son origine dans le frérisme égyptien et le wahhabisme saoudien, mais également chez les politico-religieux turcs et les révolutionnaires iraniens.

Revenons sur quelques dates et événements clés.

Les prémices de l'islamisme dans les années 1920 se situent en Égypte avec la naissance en 1928 des Frères musulmans et la pensée de leur théoricien Sayyid Qutb. À son sujet, le professeur Suwaidi écrit : « Sayyid Qutb, théoricien des frères musulmans, est l'un des premiers concepteurs des thèses jihadistes de l'islam politique contemporain. Ses œuvres sont une référence incontournable pour les courants radicaux. » Il rappelle un peu plus loin : « Abdellah Azzam, Oussama Ben Laden et Aymen Al-Zawahiri étaient des disciples de la pensée de Sayyid Qutb. »

Les années 1970 sont marquées par un discours religieux en force remettant en cause les idéologies nationalistes turque, iranienne, arabe et se positionnant comme une alternative à ces dernières.

Le conflit afghan (1979-1989, suite à l'invasion par l'URSS) favorise en Asie centrale le développement de l'islam politique et donne naissance au djihad armé et international.

Les Printemps arabes de 2011 mènent aux responsabilités nationales des partis politiques s'inscrivant dans le frérisme.

Enfin, en 2014, il est à noter la restauration du califat par l'État islamique.

III – Les acteurs et vecteurs majeurs de l'islamisme

L'Arabie Saoudite

Elle exporte le salafisme grâce à diverses institutions particulièrement influentes telles que l'Université islamique de Médine qui forme les imams, les prédicateurs et les missionnaires (80% des étudiants sont étrangers) ; la *World Assembly of muslim youth* dont l'objectif est la défense de l'identité musulmane

auprès des jeunes ; l'Organisation internationale du secours islamique : elle mène des actions caritatives auprès des musulmans nécessiteux.

Le frérisme

Il s'investit en Europe surtout dans le domaine social, et ce, via un réseau continental peu ou prou construit. Sa stratégie consiste principalement à mobiliser les musulmans sur les questions d'identité, d'éducation et d'islamophobie puis à créer des réseaux divers de cercles, d'associations et de fédérations à différentes échelles. Le but est d'arriver à représenter leur communauté auprès des pouvoirs locaux, nationaux et européens. En France, par exemple, l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) est aujourd'hui un incontournable concernant, notamment, la lutte contre l'islamophobie.

La Turquie

Elle joue également un rôle majeur dans la diffusion d'un certain islamisme. Son objectif premier consiste, au travers des organisations religieuses turques, à préserver le lien de la diaspora avec la communauté et le pays d'origine.

Cette politique de *soft power* est pilotée par le département des Affaires étrangères de la Diyanet, institution en charge de l'encadrement de l'islam officiel. Le département contrôle étroitement les imams que la Diyanet envoie en Europe ainsi que le « Millî Görüş » – un mouvement politique qui dispose d'un réseau important de mosquées et d'associations à travers l'Europe.

Le salafisme

Il est le courant islamiste le plus influent en Europe. Il s'agit ici, plus précisément, du salafisme quiétiste. Il se concentre sur le discours religieux et le comportement des fidèles. L'organisation du salafisme européen est peu pilotée par l'Arabie Saoudite, elle est autonome et disparate, elle connaît d'ailleurs un manque d'unité.

Les médias

Il faut insister sur le rôle central que jouent les médias dans la diffusion de l'islamisme. Pour ne citer que le salafisme, la diffusion de la doctrine se réalise principalement par les livres, la télévision et Internet.

Les livres se diffusent aisément grâce à leur gratuité et leur simplicité. La télévision par satellite est un outil important de propagande en Europe et dans le monde : *Al Jazeera, Iqraa...*

Concernant Internet, Suwaidi met en garde : « La presse électronique et les réseaux sociaux constituent l'un des outils les plus dangereux des organisations

jihadistes fanatiques, à la fois au niveau du recrutement, de la propagande ou de la diffusion des idées ».

Les réseaux sociaux, par exemple, constituent un vecteur de diffusion très puissant. L'outil le plus redoutable dont disposent les islamistes pour la diffusion de leurs idéologies sont les réseaux sociaux tels Twitter, Facebook... Ils ont presque le monopole sur les questions portant sur la foi musulmane.

IV – Les principales conséquences de la pensée islamiste

Les musulmans influencés par les divers courants islamistes sont minoritaires en France et en Europe. Toutefois ce constat ne signifie pas que l'islamisme est sans conséquences, au contraire : les adeptes sont suffisants en nombre pour semer des troubles. Leur influence provoque des tensions sociétales en raison de ce qu'elle engendre, surtout une séparation entre ce qui est musulman et ce qui ne l'est pas. Ce phénomène se traduit notamment par le communautarisme et l'intolérance.

Le sentiment d'appartenance est renforcé et encouragé jusqu'à être sécessionniste, enfermante, et ce, par la mise en place et l'application de distinctions comme notamment : le mode de vie « halal » (qui est aujourd'hui plus qu'une façon d'abattre un animal, c'est devenu une manière de vivre), la tenue vestimentaire (le voile, entre autres) ou encore le physique (par exemple : le port de la barbe).

Cet enfermement favorise le rejet des valeurs occidentales, la rupture avec la société d'accueil, la haine et même, dans sa forme la plus extrême, le terrorisme.

V – Quelques préconisations contre l'islamisme

Les premiers acteurs, quelles que soient les solutions, doivent être les musulmans eux-mêmes. Ils ont la légitimité, ils auront de fait plus d'influence et seront plus écoutés.

Créer un réseau d'imams, de missionnaires et d'intellectuels fins connaisseurs de l'islam afin de contrecarrer les discours des islamistes sur leurs propres réseaux sociaux.

Les intellectuels musulmans doivent poursuivre le développement de leur présence sur Internet en créant des sites et des comptes sur des réseaux sociaux pour y amoindrir l'hégémonie des islamistes.

Mettre en place aux niveaux français et européen une commission travaillant à l'officialisation d'un islam ancré dans son temps et sans ambages ouvert, fraternel et généreux.

Les commissions se composeraient des plus grands spécialistes de l'islam.

Elles mettraient en exergue les apports de l'islam en termes de solidarité, de fraternité, de tolérance et de diversité.

Elles feraient valoir à titre d'exemples des cas comme celui de la Malaisie, étudié par le professeur Suwaidi dans *Le Mirage* : « L'un des principes de la réussite du modèle du développement malaisien est qu'il est basé sur le pluralisme religieux et sur le lien entre l'islam et la modernité ».

Les commissions discuteraient les points les plus controversés des textes sacrés en y trouvant des perspectives renouvelées ou en les supprimant.

Une couverture médiatique forte de ces travaux serait incontournable pour que l'effet escompté puisse se produire, et pour cela solliciter aussi bien les télévisions, les radios que les journaux.

La publication numérique et papier des résultats de ces commissions (une version complète et une version synthétique), mise à disposition gratuitement, semblerait tout aussi importante.

Créer une institution aux niveaux français et européen chargée de contrôler, d'organiser et de financer le culte musulman par les autorités étatiques, de type autorité administrative indépendante (AAI). Cette préconisation pourrait aller à l'encontre du principe de laïcité, elle mériterait malgré tout d'être étudiée au regard des enjeux d'autant qu'il ne s'agirait pas d'aider ou de favoriser l'islam, mais d'en assurer une pratique et un fonctionnement inscrits pleinement dans les valeurs républicaines et européennes (ceci permettrait également d'une certaine manière de contrôler la qualité des prêches), pouvant se réaliser dans un cadre sociétal dont les murs porteurs, qu'on le veuille ou non, sont le résultat du judéo-christianisme.

Écrire, diffuser et faire étudier des livres tels que *Le Mirage* du professeur Suwaidi, ici souvent cité, ou encore des rapports tels que *La fabrique de l'islamisme* dont la réalisation a été coordonnée par Hakim El Karoui (ces deux écrits sont particulièrement éclairants – un choix s'imposait, mais bien d'autres productions mériteraient d'être mises à l'honneur).